

# Michel Foucault : de la critique de l'économie à l'action syndicale

Frédéric Lebaron

La question des relations entre Michel Foucault et l'économie, les rapports sociaux, le mouvement syndical est curieusement d'une certaine actualité en cette période de « refondation sociale » néolibérale : que Foucault puisse être devenu, à côté de Hayek, l'une des références intellectuelles du nouveau patronat français a sans doute de quoi surprendre, choquer même sans doute. En tout cas, cela incite à opérer un retour réflexif sur le contenu et la nature des rapports entre l'intellectuel spécifique tel que Foucault le concevait et l'univers des luttes sociales, du travail et du capital, de l'Etat-providence et des politiques économiques<sup>1</sup>.

Pour cela, je m'appuierai principalement sur la « relecture » sociologique d'une conjoncture particulière, qui s'inscrit dans un travail plus large portant sur la révolution néolibérale et la production de l'idéologie dominante. Cette conjoncture va du 13 décembre 1981, date du coup d'Etat du général Jaruzelski en Pologne, à l'année 1983, durant laquelle Michel Foucault donne à un responsable de la CFDT une interview sur la sécurité sociale dans un ouvrage publié aux éditions Syros<sup>2</sup> et publie un long dialogue avec Edmond Maire dans la revue *Le Débat*. Cette période est ainsi marquée par le rapprochement public entre Michel Foucault et une organisation syndicale, la CFDT : sous l'impulsion de Pierre Bourdieu et de Michel Foucault, un comité de soutien à Solidarnosc regroupant intellectuels et syndicalistes se met alors en place, et pendant quelques temps, diverses rencontres ont lieu à la faculté de Jussieu. Elles s'élargiront aux thèmes les plus divers, ce que Foucault qualifiera de « travail avec » la CFDT<sup>3</sup>.

Cette période, courte, de « rapprochement » est intéressante à plus d'un titre. Elle correspond à un état particulier des relations entre Michel Foucault et l'économie, qui fait suite au reflux de la période gauchiste, caractérisée, selon ses termes mêmes, par l'« hyper-marxisation généralisée »<sup>4</sup> du discours théorique et politique. Elle fait également suite à

---

<sup>1</sup> Voir sur ces points, B.Gazier, « L'économie et ses représentations », *Sociétés & Représentations. Michel Foucault. Surveiller et punir : la prison vingt ans après*, p.40-50.

<sup>2</sup> M.Foucault, « Un système fini face à une demande infinie » (entretien avec R.Bono), in *Sécurité sociale : l'enjeu*, Paris, Syros, p. 39-63, reproduit dans M.Foucault, *Dits et écrits 1954-1988*, tome 4, 1980-1988, p.367-383 ; M.Foucault, « La Pologne, et après ? » (entretien avec E.Maire), *Le Débat*, 25, mai 1983, p.3-34, reproduit dans M.Foucault, *Dits et écrits 1954-1988*, tome 4, 1980-1988, p.496-522.

<sup>3</sup> D.Eribon, *Michel Foucault*, Paris, Flammarion, 2<sup>e</sup> édition, 1991, p. 322.

<sup>4</sup> « Entretien avec Michel Foucault », *Il Contributo*, 4<sup>ème</sup> année, 1, janvier-mars 1980, repris dans M.Foucault, *Dits et écrits, op. cit.*, p.70.

l'effondrement du marxisme, en particulier du « marxisme-léninisme » sur le marché des biens symboliques français à la fin des années 1970. Elle pose de façon très directe la question de ce qu'est *en pratique* l'intellectuel spécifique qu'invente Foucault (surtout dans la deuxième moitié des années 1970)<sup>5</sup>, en particulier dans ses rapports avec le pouvoir politique et les organisations de masse. Elle pose aussi, simultanément, la question de l'autonomie des intellectuels, de leur compétence propre (notamment pour traiter des enjeux économiques, de plus en plus monopolisés par des « experts » qui s'appuient sur l'autorité d'une « science », la science économique). Enfin, elle témoigne d'une résistance multiforme de Michel Foucault à ce qui s'opère alors au sein de la CFDT et plus largement des classes dirigeantes : ce que l'on peut, avec le recul, qualifier de tournant néo-libéral, qui conduira la confédération à s'orienter de façon de plus en plus visible vers le « libéral-syndicalisme »<sup>6</sup>. Plus précisément, Foucault résiste à la variante de tournant néo-libéral qu'opère une organisation de salariés tirant sa légitimité d'une forme de « radicalité » contre-culturelle et du discrédit du marxisme-léninisme. Michel Foucault, proche de la conception autogestionnaire de la CFDT d'après-68<sup>7</sup>, ne suit pas la confédération lorsqu'elle tente, de façon encore tâtonnante et floue, d'opérer la conversion des schèmes gauchistes (y compris certains schèmes foucauldien) en *doxa* néolibérale, l'anti-étatisme libertaire et contestataire en discours d'accompagnement social du capitalisme.

### *Une affinité élective ?*

Toute rencontre réussie conduit toujours l'un ou l'autre des participants à se demander : pourquoi cette rencontre n'a pu avoir lieu plus tôt ? « Nous nous sommes retrouvés en ce même point, surpris seulement que ce ne soit pas arrivé plus tôt »<sup>8</sup>. Il est difficile de répondre à cette question dans le cas de la relation entre Foucault et la CFDT (sauf peut-être à chercher du côté de son rejet nietzschéen du moralisme, qui s'ajustait mal avec les racines chrétiennes de la centrale<sup>9</sup>). Mais on peut simplement montrer que la trajectoire de Foucault dans le champ intellectuel et celle de la CFDT -et en particulier de ses dirigeants- dans le champ syndical semblent suivre des pentes similaires. Ces parallélismes fondent une

---

<sup>5</sup> Dès 1972, il en formule certains des traits en compagnie de Gilles Deleuze, cf. D.Eribon, *op. cit.*, p.274-275. Voir L.Pinto, *Les philosophes entre le lycée et l'avant-garde. Les métamorphoses de la philosophie dans la France d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1987.

<sup>6</sup> J.-C.Aparicio, M.Pernet, D.Torquéo, *La CFDT au péril du libéral-syndicalisme*, Paris, Syllepse, 1999.

<sup>7</sup> Voir en particulier G.Groux, R.Mouriaux, *La CFDT*, Paris, Economica, 1989, chapitre IV, « 1970-1978 : La radicalisation », p.131-203 ; P.Cours-Salies, *La CFDT. Un passé porteur d'avenir*, Montreuil, La Brèche, 1988.

<sup>8</sup> M.Foucault, *Dits et écrits*, *op. cit.*, p.498.

sorte d'*affinité élective*, au moins apparente, que la conjoncture particulière du coup d'Etat du 13 décembre va cristalliser.

On peut, sans céder au démon de la périodisation, distinguer grossièrement trois phases dans la relation de Michel Foucault à l'univers de l'économie avant 1981<sup>10</sup>. Une première phase peut être qualifiée d'historico-académique : elle est marquée par l'éloignement du militantisme communiste « de jeunesse » au profit d'une tentative de relativisation généalogique de l'économie politique marxiste. L'économie politique en général est conçue comme un savoir dont la structure profonde la rattache à une *épistémè* historiquement datée et le marxisme est rattaché à cette *épistémè*<sup>11</sup>. Une deuxième phase peut être caractérisée comme gauchiste-activiste : c'est la phase postérieure à Mai 68, où Foucault abandonne la posture de l'intellectuel classique, dreyfusard autant que sartrien, pour s'engager au cœur des luttes politico-économiques. Il s'approprie alors le vocabulaire marxiste-léniniste le plus radical (celui de la Gauche Prolétarienne, des « luttes du Peuple »), même s'il reste sans doute particulièrement conscient de son extrême relativité selon les contextes politiques, comme il notera à propos du décalage entre la réalité du marxisme en Pologne et en Tunisie. Une troisième phase, celle qui correspond à l'invention pratique de l'intellectuel spécifique, est marquée, surtout après 75, par une « brèche dans la *doxa* gauchiste »<sup>12</sup> : Foucault, à travers l'action autour des prisons, avait dès le début des années 1970 thématiqué la fracture profonde entre deux pôles des classes exploitées, les « plébéiens prolétarisés » et les « plébéiens non-prolétarisés » (« marginaux », etc.), etc. Après 1975 et l'effondrement du cours du marxisme sur le marché des biens symboliques auquel il participe d'ailleurs<sup>13</sup>, il rejette la réduction des luttes sociales au seul combat contre l'exploitation économique (le salariat) et entreprend de construire une « économie politique » plus générale que la théorie marxiste, qui ne laisserait de côté aucune forme d'oppression au profit de cette prétendue contradiction centrale entre capital et travail<sup>14</sup>. Il ne s'agit pas de nier celle-ci mais de lui contester tout caractère central et même simplement de contester le caractère « binaire » des rapports de domination. C'est au

---

<sup>9</sup> Plusieurs témoignages indiquent que Foucault ne goûtait guère l'image moraliste et chrétienne de la CFDT.

<sup>10</sup> Cf. G.Mauger, « Un nouveau militantisme », *Sociétés & Représentations. Michel Foucault. Surveiller et punir : la prison vingt ans après*, p.51-77.

<sup>11</sup> « Je voulais réagir contre une certaine exaltation hagiographique de l'économie politique marxiste due à la fortune historique du marxisme comme idéologie politique, née au XIXe siècle, et qui a eu ses effets au XXe siècle. Mais le discours économique de Marx relève des règles de formation des discours scientifiques propres au XIXe siècle. » (M.Foucault, *Dits et écrits*, op. cit., p.69).

<sup>12</sup> G.Mauger, *art. cit.*, p.63 et sq.

<sup>13</sup> C'est en 1975 que Foucault va le plus loin dans la critique du marxisme en participant très directement au mouvement de destruction symbolique, aux côtés des dissidents : « Qu'on ne me parle plus de Marx ! Je ne veux plus jamais entendre parler de ce monsieur » (cf. D.Eribon, *op. cit.*, p.282).

<sup>14</sup> M.Foucault, *Histoire de la sexualité, tome 1 La Volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976.

niveau même des corps et des sujets, de la sexualité et du quotidien, de la famille et des modes de vie (bref du processus de « subjectivation », de résistance à l'assujettissement) que se forment certaines des relations de pouvoir les plus fondamentales. L'intellectuel spécifique n'agit dès lors plus que ponctuellement, sur les enjeux auxquels il se sent « lié ». S'il n'existe pas de lieu central de la domination (le rapport d'exploitation), il n'existe plus non plus de possibilité d'intervention « globale » sur le modèle de l'intellectuel total sartrien<sup>15</sup>.

La CFDT connaît, dans le monde syndical, une évolution à certains égards parallèle, ou mieux *homologue* : née de la déconfectionnalisation de la CFTC en 1964, donc très éloignée par ses origines chrétiennes de la tradition marxiste (on retrouve le même éloignement social chez Foucault, issu de la bourgeoisie provinciale), elle traverse après Mai 68 une nette période de radicalisation<sup>16</sup>. Elle emprunte alors beaucoup au vocabulaire marxiste (ce qui se traduit par un phénomène, relativement court, d'hyper-marxisation et par l'alliance sur le terrain des luttes sociales, dans la concurrence, avec la CGT), mais elle se distingue toujours de l'accent exclusif mis par la CGT sur les revendications matérielles. Puis, en 1978, alors qu'est avéré l'échec de la stratégie d'union de la gauche, elle entre rapidement dans une phase de réévaluation critique radicale du discours et des catégories marxistes au profit d'une prise en compte plus accentuée de « toutes les formes de domination » (et « toutes les forces de domination », comme le dira Edmond Maire<sup>17</sup>), celle des salariés intégrés sur les salariés les plus faibles, des hommes sur les femmes, des vieux sur les jeunes, des nationaux sur les immigrés, etc. Ses dirigeants rejettent de plus en plus nettement la vision ouvriériste incarnée par la CGT, avec laquelle les relations se détériorent brutalement et resteront tendues jusqu'à la fin des années 1990. Celle-ci incarne plusieurs définitions négatives du « mouvement ouvrier » : une définition « virile »<sup>18</sup> (cette dimension sexuée des organisations syndicales est très importante), « archaïque » (marquée par le rejet du capital culturel, l'anti-intellectualisme), « économiste » (et non « culturelle » ce qui oppose la CGT au poids du capital culturel, des secteurs sociaux au sein de la CFDT). Cette définition cégétiste est de plus, bien sûr, dépendante d'un pouvoir impérialiste (dont les organisations syndicales satellites sont regroupées dans la Fédération du Syndicalisme Mondial, concurrente de , l'Union soviétique, que la CFDT combat au moment où la « dissidence », souvent intellectuelle, est au premier plan politico-médiatique. Le recentrage de 1978 est aussi une rupture avec le primat des luttes globales sur les négociations décentralisées et du politique

---

<sup>15</sup> A. Boschetti, *Sartre et Les Temps Modernes*, Paris, Minit,

<sup>16</sup> Cf. en particulier G. Groux, R. Mouriaux, *op. cit.*

<sup>17</sup> p.501.

<sup>18</sup> p.501.

sur les relations professionnelles sectorielles ou d'entreprise : il marque une sortie brutale de la période antérieure, qui fait aussi évoluer l'action syndicale du niveau le plus « global » vers le niveau le plus « spécifique ». En 1982, Edmond Maire se rallie sans grande difficulté à la politique dite « de rigueur » du gouvernement socialiste, qui va profondément affaiblir la CGT dans ses bastions les plus traditionnels<sup>19</sup>. La CFDT est, en 1982, dans une situation d'entre-deux : elle s'est éloignée de l'hyper-marxisation et de la radicalisation, mais continue toujours de se référer à une extension de la démocratie sociale qui ne peut naître que du « mouvement », de la volonté de changement des salariés, des aspirations démocratiques, etc. (diversité interne, etc.)

Le *primum mobile* du rapprochement entre Foucault et la CFDT est loin d'être indifférent. Le « moteur » de l'intervention spécifique de Foucault est avant tout une réaction d'intellectuel critique, qui suit celle de Pierre Bourdieu, face au nouveau pouvoir d'union de la gauche. Le gouvernement « couvre » le coup d'Etat militaire en Pologne, *via* une déclaration de Claude Cheysson qui déclenche une réaction scandalisée. « Le lendemain matin, le téléphone sonne très tôt chez Michel Foucault. Il est à peine huit heures. C'est Pierre Bourdieu qui l'appelle. Pour lui proposer de réagir à cette déclaration qu'il juge scandaleuse. Foucault est d'accord. »<sup>20</sup>. Leur réaction commune se définit face à l'inconséquence, l'incohérence d'organisations dites « de travailleurs », « socialistes », qui sont conduites à soutenir un Etat prétendument « ouvrier » hostile à un mouvement de salariés, qui réduit les droits syndicaux, les libertés, etc. Elle se définit plus largement comme le soutien apporté à une *réponse autonome, à la fois morale et sociale* face aux diverses formes d'oppression, économique, politique, culturelle dont est victime le peuple polonais (Foucault insistera, à plusieurs reprises, sur la multiplicité des enjeux de cette crise, contre une vision purement idéologique ou étatique). Du côté de la CFDT, la sympathie pour Solidarnosc renvoie à une affinité idéologique plus profonde et le soutien au mouvement syndical polonais rencontre un intérêt très direct dans la relation avec le gouvernement français : il s'agit d'affaiblir la position du PCF et, plus encore, du concurrent direct de la période, la CGT. La lecture que les intellectuels CFDT font du coup d'Etat est essentiellement politique, centrée sur la notion de « totalitarisme », réduisant l'oppression subie par les Polonais à l'expression de l'étatisme communiste.

---

<sup>19</sup> Entre 1975 et 1985, les effectifs de la CGT passent de 1.800.000 à 880.000, Ce qui correspond à un véritable effondrement dans de nombreux secteurs. Cf. D.Labbé, *Syndicats et syndiqués en France depuis 1945*, Paris, L' Harmattan, 1996.

<sup>20</sup> D.Eribon, *Michel Foucault*, Paris, Flammarion, 1991, p.316.

La convergence est donc en un sens très contingente. Foucault, porteur d'un très important capital symbolique, est fortement sollicité, alors même qu'il était à l'origine assez réticent à ce qu'il appellera un « travail avec » (par opposition au « compagnonnage de route »). La présence des « intellectuels organiques » de la CFDT (conseillers du Prince, membres de la toute jeune Fondation Saint-Simon), dont il est éloigné, complique d'ailleurs un peu plus sa possibilité de participation. Et c'est sans doute parce qu'il est lié au monde médiatique, et du fait de ses dispositions « souples », qu'il accepte de « jouer le jeu » d'une opération de conversion symbolique.

### *Que se passe-t-il entre Foucault et la CFDT ?*

On peut se demander si le but de la direction confédérale, d'Edmond Maire en particulier, n'était pas essentiellement d'obtenir le capital symbolique attaché au nom de Foucault et de suggérer ainsi l'idée d'un « ralliement » à sa ligne, qui ne cesse d'être contestée durant une période de reflux militant et de désarroi social<sup>21</sup> (comme le laisse penser l'usage posthume du nom de Foucault à travers la publication d'un livre-hommage<sup>22</sup>). Il s'agissait ainsi d'accréditer simultanément l'image d'une fidélité à la perspective radicale associée à la figure de Foucault. Cette interprétation un peu brutalement matérialiste évite de trop accorder au contenu littéral de textes qui n'ont de sens que dans le cadre d'une opération plus large d'échange symbolique. Mais il faut pourtant relire dans le détail les deux interviews/dialogues pour comprendre ce qui se joue vraiment alors.

L'essentiel de l'échange publié, significativement, dans *Le Débat*, l'un des principaux organes intellectuels de la restauration néolibérale des années 1980-1990<sup>23</sup>, tourne autour du constat et de la mise en scène de l'affinité élective. Foucault est, dans un premier temps, en position de faire-valoir d'une CFDT qui apparaît ouverte au travail avec les intellectuels, attachée à l'« action de classe et de masse », mais refuse de combattre un « adversaire unique ». Il s'agit plutôt de combattre des « classes (ou ensembles) dominantes, les cultures dominantes, les institutions », de se distinguer de l'affirmation « virile » du discours de classe marxiste perçu comme sclérosé, de distiller des ferments d'autonomie à tous les niveaux<sup>24</sup>. Il s'agit de dépasser l'opposition entre les salariés intégrés et les salariés marginalisés. La

---

<sup>21</sup> Entre 1976 et 1983, la CFDT perd plus de 140.000 cotisants et près de 200.000 syndiqués, selon les données présentées par Guy Groux et René Mouriaux, *op. cit.*, p.295. Dans les années 1980, la critique interne se fait plus vive à chaque nouvel infléchissement libéral. Cf. J.-C. Aparicio, M. Pernet, D. Torquéo, *op. cit.*

<sup>22</sup> Michel Foucault, *Une histoire de la vérité*, Paris, Syros, 1985.

<sup>23</sup> J. Duval et al., *Le « décembre » des intellectuels français*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1998.

valorisation de la pédagogie met l'accent sur l'autonomie individuelle et collective dans le prolongement direct du discours issu de Mai 68. Les questions de Foucault sur le rapport au politique permettent aussi à Edmond Maire de réaffirmer l'autonomie du mouvement syndical et même de revendiquer à plusieurs reprises l'héritage du syndicalisme révolutionnaire, d'une radicalité démocratique et libertaire qui donne au syndicat autonome un contenu fortement politique. L'essentiel du « message » est donc clair : c'est l'affirmation de la continuité idéologique d'un syndicalisme autogestionnaire (même si le mot est peu prononcé), dans lequel Foucault retrouve une grande partie de ses préoccupations et de ses affinités théoriques et politiques.

Mais après une longue description générale de l'action syndicale telle que la CFDT la théorise et la pratique, les questions de Foucault deviennent plus directes, en particulier à propos des liens du syndicat avec les intellectuels. « *Maintenant, il semble que ce soit autour de la CFDT que se retrouvent les gens qui pourraient être intéressés par cette recherche. Il n'en reste pas moins que le travail de réflexion, d'analyse, de savoir, qu'on aurait pu noter à propos de la Pologne n'a guère été fait. Pourquoi ?* ». C'est d'abord, selon Edmond Maire, la difficulté sociale des relations entre militants ouvriers et intellectuels qui semble avoir limité de tels efforts. Edmond Maire, fils de cheminot, d'une famille catholique « austère »<sup>25</sup>, devenu technicien chimiste (dans l'entreprise Valentine, puis Péchiney) en suivant les cours du soir au CNAM avant de faire carrière comme syndicaliste professionnel à 27 ans, est, il est vrai, bien placé pour ressentir fortement la césure entre son univers d'origine et le monde intellectuel parisien. Intellectuel d'aspiration et d'élection –il publie « six livres entre 1971 et 1988 »<sup>26</sup>-, Edmond Maire est renvoyé ici à sa position de porte à faux entre deux espaces et deux logiques. Il s'agit d'exister comme interlocuteur intellectuel tout en maintenant un lien essentiel avec le monde des salariés.

La conclusion du dialogue est essentiellement programmatique, puisqu'il se termine sur l'énumération des thèmes (en général des thèmes revendicatifs depuis longtemps constitués) autour desquels la CFDT aimerait disposer d'études (alternatives technologiques, interventions des travailleurs sur les contenus, co-développement, rôle des médias, nucléaire, autonomie face aux partis, histoire du mouvement ouvrier, bilan du projet d'émancipation collective, etc.). Foucault semble être « resté sur sa faim ». Il réaffirme à plusieurs reprises les exigences de l'activité intellectuelle à côté de celles de la pratique syndicale et politique. La

---

<sup>24</sup> M.Foucault, *Dits et écrits, op. cit.*, p.501.

<sup>25</sup> G.Groux, R.Mouriaux, *op. cit.*, p.88.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p.89.

rencontre s'est plutôt soldée par un échec, mais on se sépare sur l'idée qu'il faut quand même continuer à se voir : la notion de « travail avec », par opposition au statut rigide et instrumental de « compagnon de route » ou d'« intellectuel organique » sort renforcée de cette expérience, qui montre aussi les limites d'extension possible de ce « travail avec ».

La même année, Foucault est sollicité pour intervenir sur un enjeu plus spécifique : la sécurité sociale. Cette interview, citée aujourd'hui à l'appui du discours des sociétés d'assurance visant au démantèlement plus ou moins rapide de la sécurité sociale, fait au contraire apparaître à quel point Foucault résiste alors au tournant néolibéral, même s'il n'en perçoit sans doute pas vraiment la profondeur et la radicalité. Celui-ci se dessine beaucoup plus clairement sur ce dossier « technique » que dans le discours général d'Edmond Maire. La nouvelle *doxa* est assénée à plusieurs reprises par l'*interviewer* (Robert Bono, membre de la direction entre 1974 et 1985, soit durant la période du changement de cap). Celui-ci est visiblement frotté aux enjeux de l'institution, alors que Foucault reconnaît à plusieurs reprises un certain éloignement du dossier et plus largement des questions « économiques » (il n'y a alors guère d'économiste parmi ses relations proches, à part bien sûr Yves Montand, bientôt vulgarisateur des idées de Michel Albert et Alain Minc). Foucault reprend aussi à son compte tout au long de l'entretien, épousant les mots de son interlocuteur, le thème de la nécessaire transformation de la sécurité sociale issue de l'ère beveridgienne. Mais c'est d'abord parce qu'il réactive un discours proprement gauchiste de type anti-institutionnel, qui met l'accent sur les « dépendances » liées au fonctionnement normal de toute institution<sup>27</sup> (qu'elle soit d'ailleurs *étatique ou non, centralisée ou non*), qui sont une forme particulière de « répression » ou de « discipline ». Dans le registre de l'idéologie néolibérale qui sous-tend beaucoup plus clairement le discours de son interlocuteur, ce thème fait ressurgir la vieille critique de l'« assistance », de la passivité des « ayant-droit », de l'excessive générosité d'un système d'« avant la crise »<sup>28</sup>. Le glissement entre une vision « libertaire » et une vision « libérale » de l'institution est constant et l'on peut lire la stratégie de l'interviewer comme une stratégie d'ambiguïté du discours anti-institutionnel, prélude à une conversion de schèmes, alors que celle de Foucault consiste à tenter de répondre dans une « logique de gauche » en acceptant le vocabulaire et certains des présupposés de son interlocuteur<sup>29</sup>.

---

<sup>27</sup> M.Foucault, *Dits et écrits*, op. cit., p.368.

<sup>28</sup> La présence des thèmes développés au même moment par Pierre Rosanvallon, alors intellectuel organique de la CFDT, ne peut surprendre. Foucault rencontra Pierre Rosanvallon et Simon Nora pour préparer l'interview avec Edmond Maire. Celle-ci sera publiée dans *Le Débat* dont le premier numéro contenait de violentes attaques contre Foucault.

<sup>29</sup> Il s'agit ici d'un cas particulier d'une « technologie de l'interaction intellectuelle » que Foucault a particulièrement utilisée, profondément cohérente avec l'idée de stratégie discursive telle que Foucault la

La nouvelle *doxa* affirme d'abord l'impératif du changement posé comme une évidence *dans le contexte de montée du chômage et des phénomènes de « marginalisation »*, dans une « conjoncture économique » de « crise », qui fonctionne comme une sorte de *surmoi* imposant la « réforme », au risque de ne plus être « adapté », « moderne », etc. C'est ensuite l'hypothèse d'un *trade off* entre « sécurité » et « autonomie », qui doit conduire à rechercher une « troisième voie » entre le système américain, qui privilégie l'autonomie, et le « carcan dirigiste » actuel, qui survalorise la sécurité : il s'agit bien de se rapprocher des Etats-Unis mais pas trop (à une période où, faut-il le rappeler, les Etats-Unis entreprennent eux-mêmes le démantèlement de leur Welfare State, pourtant relativement peu développé). C'est également la mise en place d'un système d'oppositions, très cohérent, entre secteur « protégé » et secteur « exposé à la précarité » (ce que l'on peut appeler le schème dualiste, qui sera si souvent réutilisé par la suite pour justifier la remise en cause des droits sociaux des salariés, comme en décembre 1995), entre intégration et marginalisation (depuis « exclusion »), entre Etat (carcan) et société civile (liberté), entre dépendance (à laquelle on associe de plus en plus passif/passivité, assistance, droit, statut) et responsabilité (actif/activation, projet, devoir, compétence). Enfin est réaffirmée comme allant de soi la nécessité d'une limitation des dépenses de santé, de l'instauration d'une norme de santé et le lien entre cette nécessité et la « responsabilisation » des individus face aux risques.

Tous ces thèmes n'ont cessé, jusqu'à aujourd'hui, de monter en puissance, au point de constituer une sorte d'*épistémè* ou de « structures élémentaires » de l'idéologie dominante. Foucault est brutalement confronté à leur expression par un responsable syndical. Loin de les reprendre complètement à son compte ou *a fortiori* de surenchérir, il essaie de dévier, avec les moyens du bord mais assez clairement, le sens de cette imposition globale de problématique. Tout se passe en effet comme s'il tentait de faire face, dans une logique de gauche, à ce qui est bien un coup de barre intellectuel à droite, venu du champ syndical (ce qui, dans le contexte de l'époque, devait sembler inattendu, voire incompréhensible, plus encore sans doute que le basculement complet du discours socialiste durant la même période). Foucault est certes presque forcé de reconnaître que « notre système de garanties sociales se heurte aux butoirs économiques *que l'on sait* »<sup>30</sup>, de reconnaître « ces butoirs auxquels on se heurte

---

conçoit : il faut étudier dans un discours « les différentes possibilités qu'il ouvre de ranimer des thèmes déjà existants, de susciter des stratégies opposées, de faire place à des intérêts inconciliables, de permettre avec un jeu de concepts déterminés, de jouer des parties différentes » (AS, p.51). CF. H.Dreyfus et P.Rabinow, *Michel Foucault. Un parcours philosophique, au-delà de l'objectivité et de la subjectivité*, Paris, Gallimard, 1984 (traduction française, première édition Chicago, 1982).

<sup>30</sup> *Op. cit.*, p.368, souligné par moi.

maintenant »<sup>31</sup> (p.370). Cette évidence abstraite et extérieure du « déficit de la sécurité sociale » est le support du discours du changement, l'un des socles de la nouvelle *doxa*. Mais il récuse violemment l'opposition entre Etat et société civile comme un instrument utilisé au XVIIIème siècle par les économistes libéraux pour réduire l'action publique : « en fait, l'idée d'une opposition entre société civile et Etat a été formulée dans un contexte donné pour répondre à une intention précise : des économistes libéraux l'ont proposée à la fin du XVIIIème siècle dans le dessein de limiter la sphère d'action de l'Etat, la société civile étant conçue comme le lieu d'un processus économique autonome »<sup>32</sup>. Il montre que le caractère intégrateur de la sécurité sociale peut être associé à une forme de discipline des modes de vie : on retrouve ici le schème anti-intégrateur, typiquement foucauldien, qui vise non à contester l'existence de la sécurité sociale (comme de toute autre institution qui se veut « rationnelle »), mais à faire apparaître les normes de comportement, les disciplines, imposées subrepticement, inconsciemment, à travers elle (mariage, procréation, etc.). Il conteste enfin la capacité d'une instance centrale à imposer une norme unique de santé et plaide à plusieurs reprises pour l'expérimentation, l'empirisme, l'invention dans le but de parvenir à une « couverture sociale optimale conjuguée à un maximum d'indépendance »<sup>33</sup>, tout en atteignant la bonne « distance décisionnelle ». Il voit dans les organisations syndicales des « contre-pouvoir » susceptibles d'ouvrir des « espaces d'invention ». Certaines formulations de Foucault peuvent sans doute, isolées de leur contexte, être assez aisément détournées: « la question qui surgit à présent est de savoir comment les gens vont accepter d'être exposés à certains risques sans conserver le bénéfice d'une couverture par l'Etat-providence »<sup>34</sup>. Mais, précisant cette proposition, il indique que la formulation explicite de ces choix sera socialement impossible « sans mettre au jour des règles-scandales » (on ne rembourse pas telle maladie trop coûteuse, on ne soigne pas tel patient incurable) : c'est, précisément, ce type de scandale que pourraient, de plus en plus, susciter les pratiques discriminatoires des sociétés d'assurance ou des compagnies pharmaceutiques. En somme, Foucault reste manifestement rétif à une lecture à la fois technocratique et libérale de l'avenir de l'Etat-providence et accorde beaucoup plus à l'empirisme, aux luttes et aux inventions sociales, pour faire évoluer de l'intérieur une institution décrite par son interlocuteur comme centralisatrice et sclérosée.

---

<sup>31</sup> *Op. cit.*, p.370.

<sup>32</sup> *Op. cit.*, p.374.

<sup>33</sup> *Op. cit.*, p.372.

<sup>34</sup> *Op. cit.*, p.378.

Les relations de Foucault à l'économie et au champ syndical, particulièrement durant cette période 1981-1983, lui permettent d'affirmer un certain nombre de positions qui restent largement valables aujourd'hui. Le fondement des relations entre champ intellectuel et champ syndical ne peut être que le respect de deux logiques spécifiques, relativement autonomes, seul moyen de sortir de l'alternative du populisme anti-intellectualiste (celui de la période « mao ») et de l'instrumentalisation cynique des uns par les autres (dont sont nécessairement victimes et coupables à la fois l'intellectuel organique, le fonctionnaire du marxisme, le compagnon de route) : il faut « travailler avec », dans les limites du possible, sur des enjeux spécifiques. Le retour critique sur la période post-68 montre aussi à quel point la maîtrise du langage, l'exigence de ne pas se laisser entraîner par les mots, est un instrument de résistance face à toutes les dérives sectaires, mais aussi face aux retournements idéologiques. La critique réaliste des effets de réduction et de croyance du marxisme et *a fortiori* du léninisme (en particulier l'« économisme ») est une manière de faire de l'œuvre de Marx, contextualisée et relativisée, une contribution à la connaissance des phénomènes multiformes de domination et à l'action également multiforme de transformation sociale. Enfin, il faut rappeler une dernière fois à quel point Foucault est resté éloigné de toute logique de restriction centralisatrice et culpabilisatrice, notamment en matière de dépenses sociales (on pense aujourd'hui aux sanctions contre les « mauvais » chômeurs). Il n'a pas franchi de pas dans le sens de cette révolution conservatrice, rebaptisée récemment « refondation sociale » dans la *novlangue libérale*, que certains voudraient aujourd'hui accélérer, parfois même en se drapant dans un pseudo-héritage foucauldien.